Schroders TalkingEconomics



Le populisme est-il favorable aux marchés ?

Avril 2017



En résumé :

- Les politiques populistes semblent au premier abord positives pour les marchés, comme en témoigne le rebond survenu après le vote du Brexit et l'élection de Donald Trump. Néanmoins, à plus long terme, les mesures favorables à une restriction des échanges commerciaux et de l'immigration devraient se solder par une période de stagflation¹, moins positive pour les marchés.
- L'attention des investisseurs est aujourd'hui tournée vers les élections présidentielles en France, et notre scénario de base table sur une défaite de la candidate Marine Le Pen. Parallèlement, le ton de la Banque centrale européenne (BCE) s'est montré moins conciliant, même si aucune mesure politique ne devrait être adoptée à court terme.
- Au Royaume-Uni, l'inflation s'accélère à vitesse grand V. En dépit d'un certain tour de vis parmi les responsables politiques, la Banque d'Angleterre (BoE) ne devrait pas modifier son approche.
- Les échanges commerciaux et les actions des marchés émergents ont augmenté de pair en 2017, mais nous pensons que la tendance ne durera pas. Cette hausse s'apparente en effet davantage à un rebond cyclique, qui pourrait bien perdre de son élan dès la seconde partie de l'année.

Le populisme est-il favorable aux marchés ?

Les politiques populistes semblent au premier abord positives pour les marchés, comme en témoigne la performance des actions après le vote du Brexit et l'élection de Donald Trump. Notons toutefois que les conditions pour un rebond (commentaires accommodants de la part de la Réserve fédérale américaine et signes d'une reprise mondiale) étaient d'ores et déjà en place l'été dernier, avant même que ces votes n'aient lieu.

Populisme : une économie mondiale fragmentée et propice à l'inflation

Que peut-on attendre d'une économie mondiale dirigée par des mesures populistes ? Quelle pourrait être la réaction des marchés ? Une première piste consisterait à considérer le populisme comme l'inverse de la mondialisation, et envisager une économie mondiale dont les échanges commerciaux et la mobilité des travailleurs sont bien plus restreints. Dans un tel environnement, le commerce international et la croissance mondiale devraient s'essouffler, car l'établissement de barrières entrave les opportunités. Loin de récolter les bénéfices apportés par la spécialisation et les économies d'échelle, les industries feraient machine arrière pour ne dépendre que de leur économie locale. Dopée par l'accès à la concurrence, la productivité se retrouverait encore plus à la peine. Les entreprises seraient les plus touchées car elles seraient confrontées à d'importants obstacles dans le recrutement de leur main-d'œuvre et l'importation d'intrants. La croissance des salaires devrait être plus soutenue, ce qui exercerait des pressions sur les marges des entreprises.

Dans l'ensemble, l'environnement serait davantage marqué par une stagflation, avec des rendements obligataires plus élevés et de plus faibles valorisations sur les marchés boursiers. Les régions sensibles au commerce international telles que l'Asie en seraient grandement impactées. Plus généralement, un large éventail de marchés émergents en ferait les frais, bien que les producteurs de matières premières pourraient être mieux positionnés dans la mesure où leurs exportations devraient se maintenir, voire se négocier à un cours supérieur, en raison des craintes relatives aux quotas et à la perte d'accès. Les opportunités pourraient se faire plus nombreuses sur les marchés à mesure que les

¹ Environnement économique caractérisé par un ralentissement de la croissance économique et une hausse de l'inflation



divergences se creusent et ainsi constituer un environnement idéal pour les stratégies de trading axées sur la volatilité. Sans oublier l'émergence d'opportunités plus spécifiques créées par les gouvernements pour protéger les secteurs « stratégiques ». Les entreprises qui auront la chance d'en faire partie devraient engranger d'importants bénéfices grâce à la protection de ces marchés.

Défis aux États-Unis et en Europe ; L'Asie championne de la mondialisation

Pour revenir au contexte actuel, nous constatons que certaines de ces tendances sont d'ores et déjà établies aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni. En Europe, des partis populistes se présentent aux élections en France, en Allemagne et en Italie, et il se peut que les partis traditionnels adoptent certaines des propositions populistes comme ce fut le cas au Royaume-Uni. Au-delà de ces régions, l'Asie demeure relativement peu sensible à l'influence populiste. Si le protectionnisme semble se renforcer en Occident, les régions orientales, avec à sa tête la Chine communiste, pourraient bien être les championnes du libre-échange.

Zone euro : Élections à venir en France, la BCE envisage de nouvelles mesures

Le risque politique se déplace des Pays-Bas vers la France

Le populisme a accusé un important coup le mois dernier après la défaite écrasante du Parti pour la liberté (PVV, mouvement néerlandais d'extrême-droite) face au Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) durant les élections parlementaires aux Pays-Bas. Les regards sont désormais portés vers les élections présidentielles françaises. Notre scénario principal table sur une victoire d'Emmanuel Macron (En Marche!) ou de François Fillon (Les Républicains) face à Marine Le Pen (Front National), ce qui permettrait d'éviter une éventuelle instabilité sur les marchés. Les investisseurs devraient ainsi se rabattre sur les actifs européens. Si, contre toute attente, Marine Le Pen parvenait à être élue, les investisseurs pourraient bien prendre la fuite en raison des inquiétudes qui entoureraient la devise et l'adhésion à l'UE de la France.

Commentaires peu conciliants de la BCE : rien que des bruits

Des rumeurs selon lesquelles la Banque centrale européenne adopterait une approche moins conciliante, en réponse à la récente hausse de l'inflation, circulent actuellement sur les marchés. L'augmentation du taux d'inflation est cependant imputable à des facteurs passagers et devrait retrouver des niveaux plus faibles. Le ton de la BCE devrait par conséquent être plus mesuré et même redevenir plus accommodant. Selon nous, la BCE devrait annoncer une réduction de ses achats mensuels au début de l'année 2018, avec une baisse progressive envisagée dès la fin de cette année. Notons toutefois que, dans le cas où les élections françaises devaient bouleverser les plans, la BCE devrait conserver son niveau d'intervention, voire le renforcer, afin de soutenir le sentiment.

Royaume-Uni : Revirement du budget et hausse de l'inflation

Le budget 2017 est conforme aux prévisions : la croissance est en hausse, et peu de dépenses ont été faites par la Ministre des finances à l'aide des recettes générées. Pourtant, le budget a une fois encore provoqué une tempête politique, voire un revirement politique embarrassant. Parallèlement, l'inflation s'accélère au Royaume-Uni (grâce aux dynamiques de l'inflation énergétique et à la dépréciation de la livre sterling), et la tendance devrait se maintenir. En dépit d'un certain tour de vis parmi les responsables politiques, la BoE devrait maintenir son approche compte tenu de l'absence évidente d'une croissance des salaires. Après tout, dans la mesure où une hausse de l'inflation comprime le revenu disponible réel des ménages, il nous semble peu probable que la BoE exerce de nouvelles pressions en relevant ses taux d'intérêt.

Reprise mondiale et rebond des marchés émergents

L'année 2017 a très bien commencé, marquée par une croissance visiblement saine et un commerce international qui en ressent les avantages. Parallèlement, les marchés boursiers, en particulier les régions émergentes, ont rebondi.

La dynamique commerciale peut-elle perdurer ou même se renforcer ?

En déterminant si ce contexte marque le retour de l'activité des marchés émergents et de la performance des actions comme au « bon vieux temps », la première question consiste à comprendre pourquoi nous assistons depuis peu à une amélioration des échanges commerciaux. Malheureusement, la hausse de la valeur de ces échanges n'est pas le fruit d'un changement séculaire, mais plutôt la conséquence d'une augmentation des prix et d'une croissance mondiale plus solide.

Une amélioration durable de l'un ou l'autre de ces facteurs semble peu probable. Bien que nous tablions sur une légère accélération de la croissance mondiale (qui devrait passer de 2,6 % en 2016 à 2,9 % en 2017, puis à 3 % en



2018) et de l'inflation (2,7 % cette année par rapport aux 2 % de l'année dernière, avant de rechuter à 2,4 % en 2018), les taux de ces deux mesures ne devraient pas suffire pour renouer avec les niveaux de croissance d'avant-crise.

Combien de temps ce moteur pourra-t-il donc soutenir les échanges ?

Si une reprise commerciale durable ne figure pas au calendrier, l'amélioration actuelle ne peut par conséquent être que de nature cyclique. La Chine et les États-Unis bénéficient en effet de ces hausses cycliques, qui sont positives pour les échanges commerciaux, mais restent susceptibles de disparaître rapidement. Sans le soutien de ces deux économies, les échanges commerciaux à l'international devraient s'essouffler, tout du moins en termes de valeur, au second semestre 2017. Et entrainer dans son sillage les actions des pays émergents.

Un espoir réside néanmoins dans les signes d'une amélioration des dépenses des entreprises en Allemagne et au Japon, ce qui pourrait se traduire par de nouveaux gains commerciaux à l'échelle mondiale (d'un point de vue optimiste). Aussi, semble-t-il probable que de nouveaux bénéficiaires apparaissent au sein des régions émergentes. Historiquement, les investissements dans la zone euro sont plus fortement corrélés aux exportations vers l'EMOA² et l'Asie que ne le sont les exportations en provenance d'Amérique latine. L'Asie bénéficie en outre grandement d'un « revival » japonais. Ainsi, si l'on observe bel et bien que la croissance n'est plus tirée par les États-Unis et la Chine, mais par l'Allemagne et le Japon, la sous-performance relative de l'Amérique latine semble vraisemblable.

Information importante

Ce document exprime les opinions de l'équipe d'économistes de Schroders et ne représente pas nécessairement les opinions formulées ou reflétées dans d'autres supports de communication, présentations de stratégies ou de fonds de Schroders.

Ce document n'est destiné qu'à des fins d'information et ne constitue nullement une publication à caractère promotionnel. Il ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente d'un instrument financier quelconque. Il n'y a pas lieu de considérer le présent document comme contenant des recommandations en matière comptable, juridique ou fiscale, ou d'investissements. Schroders considère que les informations contenues dans ce document sont fiables, mais n'en garantit ni l'exhaustivité ni l'exactitude. Nous déclinons toute responsabilité pour toute opinion erronée ou pour toute appréciation erronée des faits. Aucun investissement et/ou aucune décision d'ordre stratégique ne doit se fonder sur les opinions et les informations contenues dans ce document.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les cours des actions ainsi que le revenu qui en découle peuvent évoluer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi.

Ce document est produit par Schroders France 8-10 rue Lamennais, 75008 Paris, France. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées.

Les prévisions contenues dans le présent document résultent de modèles statistiques, fondés sur un certain nombre d'hypothèses. Elles sont soumises à un degré élevé d'incertitude concernant l'évolution de certains facteurs économiques et de marché susceptibles d'affecter la performance future réelle. Les prévisions sont fournies à titre d'information à la date d'aujourd'hui. Nos hypothèses peuvent changer sensiblement au gré de l'évolution possible des hypothèses sous-jacentes notamment, entre autres, l'évolution des conditions économiques et de marché. Nous ne sommes tenus à l'obligation de vous communiquer des mises à jour ou des modifications de ces prévisions au fur et à mesure de l'évolution des conditions économiques, des marchés, de nos modèles ou d'autres facteurs.



² Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique